

Mathieu Combet



Maître de conférences en droit privé
Faculté de droit de Saint-Etienne
Université Jean Monnet / Université de Lyon
mathieu.combet@univ-st-etienne.fr

Membre du Centre de Recherches Critiques sur le Droit -UMR CNRS 5137
Membre du Réseau universitaire européen « Droit de l'Espace de Liberté de sécurité et de justice »
Membre associé au Centre d'Etudes Européennes de l'Université Jean Moulin Lyon3 / Université de Lyon
Membre de l'Association Française d'Études Européennes (AFEE ; ex-CEDECE)
Membre de l'Association Française d'Etude de la Concurrence (AFEC)

PARCOURS UNIVERSITAIRE

Septembre 2015 : Maître de conférences en droit privé à la faculté de droit de l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne

Mars 2015 –Juin 2015 : Chercheur Post-doctorant rattaché à la Chaire Notariale Européenne de Monsieur le Professeur Cyril NOURISSAT, Equipe de Droit International, Européen et Comparé (EDIEC –EA 4185) à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Septembre 2014 : Doctorat en droit de l'Union européenne. Intitulé de la thèse : « L'établissement des sociétés en droit de l'Union européenne : contribution à l'étude de la création d'un droit subjectif ». Thèse soutenue le 12 septembre 2014, à l'Université Jean Moulin, Lyon 3. Le jury était composé de Messieurs les Professeurs Cyril NOURISSAT, Jean-Sylvestre BERGE, Francesco MARTUCCI, Michel MENJUCQ et Monsieur l'Avocat Général Melchior WATHELET

2007–2012 : Allocataire de recherche, moniteur de l'enseignement supérieur, puis A.T.E.R. en droit privé, Université Jean Moulin, Lyon 3

2006-2007 : Master 2 Recherche Droit européen, Université Jean Moulin, Lyon 3, Mention Assez Bien

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

Depuis mai 2017 : Responsable de la Licence professionnelle « Métiers du notariat »

Depuis septembre 2016 : Responsable adjoint de la Licence « Droit-Affaires médicales »

ENSEIGNEMENTS

Licence : Droit des obligations et introduction générale au droit

Master 1 : Droit international privé, droit des affaires de l'Union européenne, droit des contrats approfondis

Master 2 : Droit du commerce international, droit international des contrats, droit des contrats publics internationaux

TRAVAUX DE RECHERCHE ET PUBLICATIONS

2020

1. « Les clauses abusives dans les contrats bancaires et financiers », chronique annuelle (2^{ème} partie), *Revue Internationale des services financiers*, 2020/1, pp. 66-72.
2. « Heurs et malheurs du tourisme procréatif », in G. LOBRY et J. ESQUENAZI (dir.), *Les techniques de procréation*. – Paris, Lextenso, Université de Cergy-Pontoise / LEJEP, 2020, à paraître.
3. « La bataille des conditions générales après la réforme du droit des contrats : approche de droit comparé », à paraître.
4. « La circulation des clauses attributives de juridictions et des clauses compromissaires », à paraître.
5. « La dilution de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans les libertés de circulation », in R. TINIERE et Cl. VIAL (dir.), *Les 10 ans de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne*. – Bruxelles, Bruylant, 2020, à paraître.
6. « Les libertés de circulation dans le marché intérieur et la démocratie », in E. CARPANO et G. MARTI (dir.), *Démocratie et marché dans une Union en crise*. – Bruxelles, Bruylant, 2020, à paraître.
7. « L'impact du Brexit sur le droit des contrats », in M. COMBET (dir.), *Le Brexit et le droit des affaires* ; RLDA, Dossier spécial, avril 2020, à paraître.

2019

8. « Les clauses abusives et les prêts en devises étrangères dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne », *JDE* décembre 2019, pp. 394-398.

9. « Les clauses abusives dans les contrats bancaires et financiers », chronique annuelle (1^{ère} partie), *Revue Internationale des services financiers*, 2019/2, pp. 42-46.
10. « Du caractère abusif d'une clause attributive de juridiction ou l'encadrement de l'autonomie procédurale des Etats membres, note sous CJUE, 3 avril 2019, Aqua Med, aff. C-266/18 », *AJ Contrats*, juillet 2019, pp. 349-341.
11. « L'exception à la libre circulation des noms de famille », pp. 287-298, in E. CARPANO et G. MARTI (dir.), *L'exception en droit de l'Union européenne*. – Rennes, Presse Universitaire de Rennes, mai 2019, 374 p.
12. « Brexit, contrats et attractivité », *AJ Contrats*, mars 2019, pp. 104-107.
13. « Le déséquilibre significatif dans les contrats d'affaires internationaux suite à la réforme du droit des contrats », *AJ Contrats*, février 2019, pp. 76-78.

2018

14. « La santé comme composante du marché intérieur (à propos de l'arrêt Deutch Parkinson) », pp. 447-457, in B. ESPESSON (dir.), *Droit des affaires appliqué au monde de la santé – Regard expert*. – Paris, Lexisnexis, juillet 2018, 604 p.
15. « Les clauses abusives dans les contrats bancaires et financiers », chronique annuelle, *Revue Internationale sur les services financiers*, 2018/1, pp. 58-63.
8. « L'encadrement de la protection des consommateurs dans le marché intérieur, note sous CJUE, 28 janv. 2018, aff. C-498/16 », *Dalloz IP/IT*, 2018 n°6, pp. 371-374.

2017

9. *Le droit d'établissement des sociétés en droit de l'Union européenne : contribution à la l'étude de la création jurisprudentielle d'un droit subjectif*. – Paris, Mare et Martin, 2017, 508 p.
10. « Des nouvelles clauses compromissaires dans les contrats du XXI e siècle », *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2017/126 n°6205, pp. 19-22.
11. « Le renforcement du droit à transformation des sociétés dans le marché intérieur, note sous CJUE, 12 oct. 2017, Polbub, aff. C-106/16 », *JCP (G)*, 18 déc. 2017, pp. 2322-2327.
12. « Précisions de la notion de consommateur dans les contrats de prêts à la suite d'une novation, note sous CJUE, 27 avr. 2017, Bachman, aff. C-535/16 », *Revue internationale des services financiers*, 2017/3, pp. 50-52.

2016

13. « L'encadrement du forum actoris par la Cour de justice de l'Union européenne, note sous CJUE, 16 juin 2016, Universal Music, aff. C-12/15 », *Revue du Droit de l'Union Européenne* 3-4/2016, pp. 660-666.
14. « Le droit d'établissement des sociétés ou l'hypothèse d'une concurrence normative », in E. CARPANO, E. MAZUYER et E. CHASTAGNARET (dir.), *Concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'Union européenne : théorie et pratique[s]*. – Bruxelles, Larcier, 2016, pp. 113-138.
15. « Le décloisonnement du droit de l'Union européenne par-delà les frontières du marché intérieur », in M. FATIN-ROUGE STEFANINI et R. M MEHDY (dir.). - *La frontière revisitée : un concept à l'épreuve de la globalisation*. – Paris, Institut Varenne, 2016, 298 p.
16. « Le droit d'établissement des sociétés en droit de l'Union européenne et l'existence présupposée d'une concurrence normative », *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2016/116, pp. 28-32.
17. « Affaire ORELSAN : l'art à tout prix ?, note sous CA Versailles, 18 févr. 2016 », *JAC*, 38/2016, pp. 39-39.
18. « De l'encadrement des contrats de prêt en droit de l'Union européenne, note sous CJUE, 3 déc. 2015, Banif Bank Plus », *Revue Internationale des Services Financiers*, 2016/2, pp. 68-71.
19. « Les activités notariales et les clauses abusives, note sous CJUE, 1er oct. 2015, ERSTE Bank, aff. C-32/14 », *JCP (N)*, 8 janvier 2016, n°1, 1000.
20. « La délimitation du droit processuel des Etats membres et les impératifs de protection des consommateurs contre les clauses abusives, note sous CJUE, 29 octobre 2015, BBVA SA », *Revue Internationale des Services Financiers*, 2016/1, pp. 113-116.

2015

21. « Nationalité(s) des films », in « Production audiovisuelle – L'union fait la force », *JAC* n°34/2015, pp. 25-27.
22. « L'impossible justification des exigences interdites dans la directive "services" ; note sous Cour de Justice de l'Union européenne, 16 juin 2015, affaire C-593/13, Presidenza del Consiglio dei Ministri et a. contre Rina Services SpA e.a » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2015/107, pp. 46/50.
23. « La Protection des consommateurs contre les clauses abusives dans les contrats d'assurance, note sous CJUE, 23 avril 2015, Van Hove, aff. C-96/14 », *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2015/106, pp. 55-57.
24. « Les concessions de jeux d'argent dans le marché intérieur : le clair-obscur de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, note sous CJUE, 22 janv. 2015, aff. C-463/13, Stanley International Betting Ltd ; CJUE, ord., 12 févr., 2015, aff. C-480/14, Sogno di Tolosa e.a. ; CJUE, ord., 12 févr., 2015, aff. C-478/14, Sidd ; CJUE, ord., 12 févr., 2015, aff. C-457/14, Concu et Melis ; CJUE, ord., 12 févr., 2015, aff. C-652/13, Saba ; CJUE, ord., 12 févr., 2015, aff. C-651/13, Lb Group », *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2015/104, pp. 49-53.

25. « La protection des investisseurs dans l'espace judiciaire européen et les risques de dissémination du contentieux pour les établissements bancaires et financiers, note sous CJUE, 28 janvier 2015, aff. C-375/13, H. Kolassa c/ Barclays Bank plc », *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2015/103, Repères n°5548, pp. 49-52.
26. « La libre prestation des services dans le domaine des jeux de hasard : retour aux fondamentaux pour la Cour de justice, note sous CJUE, 22 oct. 2014, aff. jtes C-344/13 et C-367/13, Blanco et Fabretti » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2015/101, Repères n°5479, pp. 63-64.
27. « De l'Utilisation de la Charte sur les droits fondamentaux dans la lutte contre les clauses abusives, note sous CJUE, 10 sept. 2014, Kusionova, aff. C-34/13 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2015/100, Repères n°5434, pp. 48-52.

2014

28. « La libre prestation des services dans le domaine maritime : quand l'unité de l'ordre juridique de l'Union européenne bouleverse les droits sociaux nationaux, note sous CJUE, 8 juill. 2014, Fonnship, aff. C-83/13 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2014/98, Repères n°5353, pp. 62-65.
29. « La résurgence des situations purement internes sur le décloisonnement du droit de l'Union européenne, note sous CJUE, 13 fév. 2014, Crono service, aff. jtes C-419/12 et C-420/12 et Airport Shuttle Express, aff. jtes C-162/12 et C-163/12 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2014/93, Repères n°5115, pp. 64-68.
30. « L'effectivité de la protection du consommateur à l'épreuve de l'autonomie procédurale des Etats membres, note sous CJUE, 5 déc. 2013, Asociación de Consumidores Independientes de Castilla y León, aff. C-413/12 » ; *Les Petites Affiches*, 19 mars 2014, n°56, pp. 7-16.
31. « Le renouvellement des sources du droit processuel des États membres par le décloisonnement du droit de l'Union européenne de la consommation, note sous CJUE, ord., 14 nov. 2013, Banco Popular Español, aff. jtes C-537/12 et C-116/13 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2014/89, Repère n°4938, pp. 65-68.
32. « L'effectivité de la protection du consommateur et le renouvellement des sources du droit processuel de la consommation, note sous CJUE, 3 oct. 2013, Soledad Duarte Hueros, aff. C-32/12 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2014/89, Repère n°4937, pp. 63-65.

2013

33. *Travaux dirigés de droit international privé*, in H. FULCHIRON, C. NOURISSAT, E. TREPPOZ et A. DEVERS (dir.). – Paris, Lexisnexis, collection Objectif Droit – Travaux dirigés, 2013, 5^{ème} éd.
34. « Du caractère déloyal d'une offre conjointe contenant un service financier, note sous CJUE, 18 juill. 2013, Citroën Belux NV, aff. C-265/12 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2013/86, Repères n° 4786, pp. 60-62.
35. « Le renouvellement des sources du droit processuel de la consommation par le droit de l'Union européenne, note sous CJUE, 21 fév. 2013, Banif Plus Bank Zrt, aff. C-472/11 » ; *Les Petites Affiches*, 17-18 septembre 2013, n°186-187, pp. 15-23.

36. « La remise en cause des interdictions de vente à perte et le spectre de la protection des consommateurs, note sous CJUE, Ord., 7 mars 2013, Euronics Belgium c/ Kamera Express, aff. C-343/12 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2014/89, Repères n° 4937, pp. 63-65.
37. « L'emprise du droit européen de la consommation sur le droit processuel des Etats membres, note sous CJUE, 14 mars 2013, Mohamed Aziz c/ CatalunyaCaixa, aff. C-415/11 » ; *Les Petites Affiches*, 10-11 septembre 2013, n°181-182, pp. 9-18.
38. « La protection des passagers aériens en question, note sous CJUE, 31 janvier 2013 McDonagh c/ Ryanair, aff. C-12/11, CJUE, 26 février 2013, Air France c/ Folkerts, aff. C-11/11 et Proposition Règl. Parl. et Cons. UE, 13 mars 2013, COM(2013) 130 final » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2013/82, Repères n°4593, pp. 60-63.
39. « L'inopposabilité d'une clause attributive de juridiction à l'égard du sous-acquéreur dans les chaînes de contrats communautaires : le droit international privé des Etats membres au prisme du droit de l'Union européenne, note sous CJUE 7 février 2013, Refcomp, aff. C-543/10 » ; *Revue Lamy Droit des affaires*, 2013/80, Repères n°4510, pp. 52-55.
40. « La réaffirmation du droit à indemnisation des passagers aériens victimes de retards de vols, note sous CJUE, 23 oct. 2012, aff. C-581/10 et C-629/10, Nelson et autres » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2013/79, Repères n°4467, pp.54-55.

2012

41. « L'Espace de liberté sécurité justice : un droit à géographie variable ? » ; RTDeur. 2012., pp. 828.
42. « L'office du juge dans la lutte contre les clauses abusives : entre cohérence et protection du consommateur dans le marché intérieur, note sous CJUE, 12 mai 2012, Banco Español de Crédito, aff. C-618/10 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2012/77, Repères n°4372, pp.52-53.
43. « Connaissance et acceptation d'une clause compromissoire stipulée dans les conditions générales de vente, note sous Cass. civ. 1^{ère}, 11 mai 2012, n°10-25.620, F-D » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2012/74, Repères n°4236, pp. 70-73.
44. « La confirmation de l'obligation de mise en garde du PSI dans la commercialisation de produits spéculatifs, note sous Cass. com., 12 juin 2012, Mme X... c/ Caisse d'épargne, n°11-21.661, F-D » ; *Les Petites Affiches*, 19 oct. 2012, n°210, p. 7.
45. « La fin programmée des retenues à la source pour les dividendes versés à des OPCVM étrangers, note sous CJUE, 10 mai 2012, Santander Asset Management SGIIC SA, aff. jtes C-338/11 à C-347/11 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2012/73, Eclairage n°4147, pp. 58-62.
46. « Précisions sur le « centre des intérêts principaux » dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité, note sous CJUE, 20 oct. 2011, aff. C-396/09, Interedil Srl c/ Fallimento Gestione Crediti SpA » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2012/71, Repère n°4038, pp. 67-69.

47. « L'obligation d'évaluation du PSI et la délivrance d'une information adaptée à celle-ci, note sous Cass. com., 13 décembre 2011, Mme X... c/ société Banque gestion privée Indosuez, n°11-11.934, F-D » ; *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, 2012, n°1, p.48.
48. « Le renforcement de l'obligation d'évaluation de l'investisseur et de délivrance d'une information adaptée de l'investisseur, note sous Cass. com., 10 janvier 2012, Mme X... c/ Caisse d'Épargne, n° 10-28800, F-D » ; *Les Petites Affiches*, 16 avril 2012 n° 76, p. 15.

2011

49. « La preuve de l'exécution de l'obligation de conseil du PSI ; note sous Cass. Com., 22 mars 2011, Mme X... c/ Banque Privée 1818 » ; *Revue Trimestrielle de Droit Financier*, 2011/4, p. 204.
50. « La commercialisation des produits financiers en France dans une perspective du droit de l'Union européenne, note sous Cass. com. 12 oct. 2010 » ; *EUREDIA – Revue Européenne de Droit Bancaire et Financier*, 2011/2, p. 275.
51. « L'incohérence de l'obligation d'information dans la commercialisation de produits financiers, note sous Cass. com., 8 mars 2011, n° 10-14.456, F-D » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2011/63, Repères n°3585, pp. 22-25.
52. « Les incoterms au secours du Règlement Bruxelles I, note sous CJUE, 9 juin, 2011, Electrosteel Europe SA, aff. C-87/10 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2011/65, Repères n°3735, pp. 61-63.
53. « La directive services face à la jurisprudence de la Cour de justice », p. 63-86 in Ch. FERRARI-BREEUR (dir.). – *La directive services, en principes(s) et en pratique*. – Bruxelles : Bruylant, 2011. – 301 p.
54. « Les conflits de juridictions et les contrats du commerce électronique dans le marché intérieur, note sous CJUE, 7 déc. 2010, Pammer et Hotel Alpenhof, aff. C-585/08 et C-144/09 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2011/57, Repère n°3292, pp. 51-53.

2010

55. « Clause attributive de juridiction et application du règlement « Bruxelles I » : les prérogatives de puissance publique face au trou noir intégrationniste du droit de l'Union européenne, note sous Cass. 1^{re} civ. 17 fév. 2010 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2010/51, Repère n°2971, pp. 66-69.
56. « Conformité et cohérence de l'information des produits financiers proposés aux investisseurs, note sous AMF, décisions contre Oddo et Compagnie et Oddo Asset Management » ; *Revue Lamy Droit des affaires*, 2010/50, Etudes n°2929, pp. 81-84.
57. « L'obligation d'information du droit de rétractation du professionnel et la protection du consommateur : la Cour de justice n'en ferait-elle pas trop ?, note sous CJUE, 19 déc. 2009, aff. C-227/08 » ; *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2010/47, Repères n°2787, pp. 60-63.

2009

58. *Travaux dirigés de droit international privé*, in H. FULCHIRON, C. NOURISSAT et E. TREPPOZ (dir.). – Paris, Lexisnexis – Litec, collection Objectif Droit – Travaux dirigés, 2009, 4^e ed.
59. « Méthodes de l'ELSJ et confiance Mutuelle », *Revue Lamy Droit des Affaires*, 2009/43, Perspective n°2604, pp. 78-80, en Collab avec V. ANDREEVA, J. BAUCHY, E. BERNADSKAYA, M. COLLARD, E. DARJO, L. DU MERLE, C. GOMEZ, M. MARIANSKI, M. NADAUD C. ORO A. PARADIS, G. PAYAN
60. « Convergence judiciaire en matière de clauses attributives de juridictions dans un connaissance maritime, note sous Cass. com. 16 déc. 2008 et Cass. 1^{ère} civ. 16 déc. 2008 » ; *Revue Lamy droit des Affaires*, 2009/36, Repères n°2215, pp. 72-74.